Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS N° 19986 - 77EME ANNÉE

Événement historique pour l'agriculture réunionnaise : le front commun des syndicats montre l'exemple à suivre dans tous les domaines

Intersyndicale agricole de La Réunion : victoire du rassemblement sur l'essentiel

La création de l'Intersyndicale agricole de La Réunion hier à Bras-Panon souligne la victoire du rassemblement sur l'essentiel. Les syndicats représentatifs du monde agricole à La Réunion ont réussi à créer un front commun. C'est l'exemple à suivre dans tous les domaines à La Réunion, notamment dans le politique pour faire sauter les verrous qui empêchent le développement de notre pays.

L'intersyndicale agricole de la Réunion

A Bras-Panon, le Lundi 8 novembre 2021,

Nous, syndicats représentatifs du monde agricole à la Réunion, après discussion et concertation décidons ensemble de nous réunir en intersyndicale afin de préparer aux mieux les stratégies de développement du monde agricole et les grands enjeux qui touchent nos filières.

Cette volonté d'union, de front commun et de synergie sont des nécessités majeures face à l'ensemble des contraintes liés à notre insularité, à notre modèle économique, aux besoins de modernisation et de dérèglement climatique.

Nos objectifs sont de préserver notre modèle agricole pour le rendre durable, de garantir un revenu décent, de garder notre fierté de nourrir la population réunionnaise et de promouvoir notre savoir-faire à l'export.

Cette volonté partagée trouve aujourd'hui tout son sens devant l'imminence de la négociation de la convention canne, culture qui représente un pilier de notre agriculture autour de laquelle les autres filières ont su construire un partenariat.

Le Président des JA Guillaume SELLIER — Le Président de la FDSEA ALIX MARDE — Le Président de l'UPNA Dominique CLAIN — Le Président de la CGPER Jean Michel MOUTAMA

En présence de :

Le Maire de Bras-Panon Jeannick ATCHAPA — Le Président de la Chambre d'Agriculture Frédéric VIENNE — Le Président du CPES Pierre-Emmanuel THONON

Le Président de la SAFER — Le Président de la CRCAMR — Le Président de GROUPAMA

C'est un événement historique. Hier à Bras-Panon, les syndicats d'agriculteurs représentés à la Chambre d'Agriculture et dans les différentes institutions de ce secteur économique ont acté la création de l'Intersyndicale agricole de La Réunion. Ce texte engage les syndicats suivants : Jeunes Agriculteurs, FDSEA, UPNA et CGPER. Il a également été signé par Frédéric Vienne, président de la Chambre d'Agriculture et membre de la FDSEA.

Voici le contenu de la déclaration signée hier à Bras-Panon annonçant la création de l'Intersyndicale agricole de La Réunion :

« **Nous syndicats représentatifs du monde agricole à La Réunion, après discussion et concertation décidons ensemble de nous réunir en intersyndicale afin de préparer au mieux les stratégies de développement du monde agricole et les grands enjeux qui touchent nos filières.**

Cette volonté d'union, de front commun et de synergie sont des nécessités majeures face à l'ensemble des contraintes liées à notre insularité, à notre modèle économique, aux besoins de mo-

dernisation et de dérèglement climatique.

Nos objectifs sont de préserver notre modèle agricole pour le rendre durable, de garantir un revenu décent, de garder notre fierté de nourrir la population réunionnaise et de promouvoir notre savoir-faire à l'export.

Cette volonté partagée trouve aujourd'hui tout son sens devant l'imminence de la négociation de la Convention canne, culture qui représente un pilier de notre agriculture autour de laquelle les autres filières ont su construire un partenariat. »

Convention canne

Le premier rendez-vous de l'Intersyndicale sera la négociation de la prochaine Convention canne qui devra fixer le nouveau prix de la canne à sucre payée par l'industriel Tereos aux planteurs qui devra s'appliquer à partir de l'année prochaine.
La création de l'Intersyndicale va permettre aux planteurs de parler d'une même voix, instituant un équilibre dans le rapport de forces. En effet, le Syndicat du Sucre représentant l'industrie sucrière est devenue une extension de Tereos Océan Indien. Car depuis l'OPA de Tereos sur la Société sucrière de Quartier-Français, la filiale de la société brésilienne de Tereos est propriétaire de la totalité des usines sucrières de La Réunion et détient donc le monopole de la transformation de la canne à sucre.

L'exemple à suivre

La création de l'Intersyndicale agricole de La Réunion souligne la victoire du rassemblement sur l'essentiel. Jean-Michel Moutama, président de la CGPER, a insisté sur le fait que les syndicats ont décidé de mettre de côté leurs désaccords sachant que sur 95 % des problèmes, les revendications sont partagées.
Les syndicats ont donc choisi la stratégie du front commun pour que les agriculteurs puissent être une voix incontournable. Ils unissent leurs forces pour peser dans les discussions sur l'avenir de l'agriculture à La Réunion.
La création de l'Intersyndicale agricole de La Réunion montre que l'union sur l'essentiel est possible. Le monde agricole a réussi à créer un front commun, c'est l'exemple à suivre dans tous les domaines à La Réunion, notamment dans le politique pour faire sauter les verrous qui empêchent le développement de notre pays.

Importants rendez-vous

Car outre la canne à sucre, d'importants rendez-vous sont à l'ordre du jour. L'État a en effet décidé de faire évoluer le modèle agricole réunionnais. Ce dernier avait été mis en œuvre alors que les producteurs réunionnais bénéficiaient de débouchés garantis sur le marché européen. L'intégration de l'Union européenne dans l'Organisation mondiale du commerce a profondément changé la donne au cours de ces 20 dernières. La suppression du quota sucrier réunionnais sur le marché européen en 2017 en est l'illustration. Il a pour conséquence la fin de la garantie d'achat par l'Union européenne et à un prix suffisamment rémunérateur du sucre invendu. Les productions réunionnaises sont donc intégrées dans un vaste marché mondial, et elles sont soumises à la concurrence d'autres pays ayant des coûts de production bien inférieurs notamment à La Réunion. Ce sont par exemple les importations massives à La Réunion de « produits de dégagement », des marchandises produites à bas coût en Europe et qui inondent les grandes surfaces. Les agriculteurs sont également victimes de la course aux profits de sociétés contrôlant la production locale et les importations. Toute revendication fait face à la menace du recours à des importations à bas coût, et empêche donc les agriculteurs d'avoir droit à un revenu décent. Cette situation s'est traduite par la disparition de nombreuses exploitations agricoles.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Edito

COP 26 : 19 États s'engagent contre les énergies fossiles malgré les lobbys

Selon l'ONG Global Witness, qui a épluché la liste des délégations à la conférence sur le climat, le lobby des énergies fossiles, principales émettrices de gaz à effet de serre, est mieux représenté dans les couloirs de la conférence que les pays les plus durement touchés par les conséquences du réchauffement climatique. Imaginez des représentants des vins et spiritueux dans les allées d'une conférence des Alcooliques anonymes. Alors que dirigeants et négociateurs du monde entier discutent à la COP26 des conditions de l'abandon progressif des énergies fossiles, des représentants de ces mêmes industries bataillent en coulisses pour défendre ses intérêts. Plus de 500 lobbyistes des secteurs du pétrole et du charbon sont présents à la conférence sur le climat, à Glasgow (Écosse, Royaume-Uni), révèle lundi 8 novembre l'ONG Global Witness au sein des délégations.

Malgré eux, un accord historique a été signé ce jeudi à la COP26. Si une quarantaine d'Etats se sont déjà engagés à abandonner le charbon, 19 pays ont fait de nouvelles promesses: exit les financements de projets d'énergies fossiles à l'étranger d'ici 2023, si ceux-ci ne mettent pas en œuvre des techniques de capture de carbone. Forcément, les signataires sont fiers. Mais les ONG espèrent. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), pour pouvoir préserver l'objectif de +1,5 °C, il faudrait immédiatement cesser tout financement de nouveaux projets dans les énergies fossiles. Or selon l'ONG Oil Change International, entre 2018 et 2020, les seuls pays du G20 ont financé de tels projets à hauteur de 188 milliards de dollars. Parties prenantes de l'accord, Washington et Ottawa investissent chaque année des milliards de dollars (autour de 3 milliards pour les États-Unis, entre 2 et 7 milliards pour le Canada) dans des projets basés sur le charbon et, surtout, gaziers et pétroliers. Mais les voilà membres de ce deal, qui rassemble 19 pays et 5 institutions financières et organismes.

Depuis la signature de l'accord de Paris lors de la COP21, en 2015, les pays se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Or, les lobbyistes œuvrent à « défendre un agenda incompatible avec l'accord de Paris, voire à ralentir sa mise en œuvre », pointe Clément Sénéchal, porte-parole de Greenpeace, à franceinfo.fr. Or, selon lui, la faiblesse des engagements, qui transparaissent déjà dans les premières versions du texte final issu des négociations, témoigne du travail de sape de cette « délégation pléthorique de lobbyistes de haut niveau, qui viennent influencer les décisions dans le mauvais sens, sans doute avec succès ».

Ainsi, l'Association internationale pour l'échange de droits d'émission (IETA) compte 103 délégués sur place, dont trois sont issus de la compagnie pétrolière BP. « Cette association comprend un nombre énorme de compagnies d'énergie fossile », a expliqué à la BBC Murray Worthy, de Global Witness, les accusant de mettre en avant « des fausses solutions [qui] empêchent de prendre les vraies et simples mesures qui solutionneraient la crise climatique, à savoir ne plus extraire d'énergie fossile ». Surtout, ces représentants inclus dans les délégations et « qui défendent des intérêts particuliers », bénéficient d'un accès privilégié aux discussions, là où « la société civile et les experts des ONG, qui défendent l'intérêt général, sont tenus à l'écart des négociations », poursuit Clément Sénéchal, faisant écho à la demande formulée dans la tribune des 51 membres de la Convention citoyenne pour le climat.

Si l'accord est salué par différentes associations de protection de l'environnement, c'est parce que le plan inclut pour la première fois gaz et pétrole, et promet de réorienter l'argent vers des énergies renouvelables. « Cette annonce est un pas dans la bonne direction », a commenté Tasneem Essop, directrice du Climate Action Network International. « Mais elle doit être étendue à plus de gouvernements et d'institutions financières publiques, y compris les banques multilatérales de développement. » Katharina Rall, chercheuse à Human Rights Watch, qualifie quant à elle cet engagement d'étape importante. Tout en précisant que « les pays qui choisissent de ne pas signer, notamment le Japon, la Corée du Sud et l'Italie, manquent à leurs obligations en matière de droits humains ». Bien que le Canada et les États-Unis ne financeront plus de projets basés sur les énergies fossiles à l'international, rien ne mentionne toutefois les subventions domestiques. « Nous espérons que cette question sera abordée à la COP26 grâce au projet Beyond Oil & Gas Alliance, emmené par le Costa Rica et le Danemark qui souhaitent rallier les pays producteurs prêts à s'engager sur leur sol ». De plus, une grande insatisfaction demeure: l'inaction de la France. Si l'Agence française de développement (AFD) fait partie de l'initiative, sa signature en bas de l'accord rappelle douloureusement que Paris va continuer à financer les énergies fossiles. Nous devons prendre le relais, nous les opinons publics, car les vautours défenseurs des énergies fossiles ne rodent jamais bien loin.

« Je me suis aperçu que le lobby de l'argent était extrêmement puissant » Yves Jégo

Nou artrouv'

David Gauvin

Oté

La lang kréol rényoné : Dèstiné pou disparète, alé oir zordi li lé an plène form ? Morso niméro 4

Dopi dé-troi zour mwin l'apré anparl la lang kréol rényoné pars demoune la di amwin li lé apré disparète, alé oir konm mwin la di azot mwin mi oi li an plène form é mi sèye konprande pou kossa. Par koman in lang dominé ann in sisyassion lé défavorab pou li i nyabou défande ali pou trape la plass i mérite ali dann noute péi é an parmi noute pèp : shomin Granboi sa lé long ! Pti pa-pti pa n'arivé.

Si ni soupèze lo rol bande zaktèr politik dann la défanss la langue kréol rényoné ni pé trouv azot tyède, bien krintif, souvan défoi an rotar par raporte l'opinyon piblik tèl ké ni oi ali son limaze i progrèss sondaze apré sondaze dopi pliss ké vintan. Lé vré parti kominiss ali mèm an promyé la di lo mo « lang » an parlan lo kréol lané 1959 é la fé in bande propozission pou ansèrv noute lang dann la vi piblik épi l'administrassion. Lé vré plizyèr komine la aksèpe la sharte Lofis la lang la propozé. Mé lé rare bande parti la mète dann zot program la lang kréol konm priorité pou lékol épi la vi piblik.

Astère si ni rogarde bande gran média, la plass lo kréol lé fèb kissoi dann radio, kissoi dann télé, kissoi dann zoinal – si la pa nul – Moriss néna son zoinal dann langlé, dann franssé, dann kréol é dann bhojpouri. Mayotte néna son zoinal parlé dann franssé épi dann chi-maoré… Dann Sésèl lo kréol séséloi sé in lang ofisyèl... Dann Sésèl épi Moriss kréol néna son plass dann lékol é dann sète afèr nou énoné nou lé bien an rotar-noute kréol antouléka na poin la plass i mérite ali.

Alor koman ni pé ésplik noute lang kréol i avanss é i rokil pi : la lite vizib invizib, sa i doi péyé boudikonte. Néna issi La Rényon in bataye pyé-a-pyé, in bataye dir, mèm si in pé i kashyète sa dsou lo mask la sinpe itilité, in bataye dsi pkizyèr dizène zané… la lite mézami sé in késtyon d'vi ou d'mor pou noute pèp. Kissoi la lite pou l'idantité, pou la kiltir, pou la konéssans noute passé, pou la lang kréol rényoné é toute sak la pass zot vi a lité, mi panss la pa amène in lite initil.

Mézami, la lite i pèye, sak wi amenn é pa sak wi amenn pa.

La fini, provizoirman.

Justin